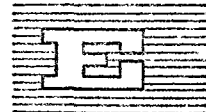


NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1331

23 février 1979

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-cinquième session
Point 9 de l'ordre du jour

LE DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES ET SON APPLICATION
AUX PEUPLES ASSUJETTIS A UNE DOMINATION COLONIALE OU ETRANGERE
OU A L'OCCUPATION ETRANGERE

Lettre datée du 22 février 1979 adressée au Président de la Commission des
droits de l'homme à sa 35ème session par le Chargé d'Affaires ad interim
de la mission permanente de la République populaire de Chine auprès de
l'Office des Nations Unies à Genève

(Signé) YI SU-CHIH

Etant donné les attaques cyniques proférées par le représentant soviétique à l'adresse de la République populaire de Chine, lors de la 35ème session de la Commission des droits de l'homme, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint, afin de rétablir la vérité, la Déclaration publiée par l'Agence Xinhua sur l'ordre du gouvernement chinois, déclaration relative à la défense de la frontière chinoise et à la contre-attaque face à l'agression vietnamienne.

Je vous en sera reconnaissant, si vous voudriez bien distribuer ma présente lettre et la Déclaration de l'Agence Xinhua, ci-jointe, comme documents officiels de la 35ème session de la Commission des droits de l'homme sous le point 9 de l'ordre du jour.

Déclaration de l'Agence Xinhua sur ordre

Beijing, 17 février (Xinhua) - Sur l'ordre du gouvernement chinois, l'Agence Xinhua fait aujourd'hui la déclaration suivante :

Récemment, les autorités vietnamiennes, au mépris des avertissements répétés de la partie chinoise, ont envoyé continuellement des forces armées envahir le territoire chinois et attaquer les gardes-frontières et les habitants frontaliers chinois, de sorte que la situation s'est détériorée rapidement et qu'une grave menace pèse sur la paix et la sécurité dans les régions frontalières chinoises. Poussées à bout, les troupes de la défense-frontière chinoise ont été contraintes de se dresser pour la contre-attaque.

Ces deux dernières années, les autorités vietnamiennes, tout en se livrant avec frénésie à des activités antichinoises et au refoulement des ressortissants chinois, n'ont cessé de lancer des provocations armées et d'entreprendre des actes d'hostilité dans les régions frontalières chinoises. Ayant à coeur l'amitié entre les peuples chinois et vietnamien, la partie chinoise a toujours adopté une attitude faite de retenue et de modération, et a donné à maintes reprises des conseils et des avertissements aux autorités vietnamiennes, afin d'éviter que l'événement ne s'amplifie. Cependant, les autorités vietnamiennes, épaulées par l'Union soviétique, ont affiché une arrogance démesurée et pris la retenue et l'aspiration à la paix de la partie chinoise pour un signe de faiblesse. Ainsi, elles ont agi avec une impudence accrue en poursuivant sans discontinuer l'escalade de leur agression armée dans les régions frontalières chinoises. Les autorités vietnamiennes ont massé d'importantes troupes le long de la frontière sino-vietnamienne et envahi de façon répétée le territoire chinois. Elles ont ostensiblement posé des mines et construit des fortifications en terre chinoise, tiré à loisir des coups de fusil et de canon, détruit des villages, tué des militaires et civils chinois, pillé des biens, attaqué des trains et créé de graves incidents sanglants. Rien qu'au cours des six derniers mois, le Vietnam a lancé plus de 700 provocations armées, faisant plus de 300 morts et blessés parmi les gardes-frontières et les habitants frontaliers chinois. Par ces actes d'agression effrénés, les autorités vietnamiennes visent à provoquer des conflits militaires à la frontière méridionale de la Chine, à aggraver la tension et à saboter les efforts de la Chine pour la modernisation socialiste. Si les actes d'agression du Vietnam n'étaient pas arrêtés, cela mettrait aussi, sans aucun doute, en danger la paix et la stabilité en Asie du sud-est, et même dans toute la région asiatique.

La position conséquente du gouvernement et du peuple chinois est la suivante : si on ne nous attaque pas, nous n'attaquerons pas, mais si on nous attaque, nous contre-attaquerons. Que les troupes de la défense-frontière chinoise, poussées à bout, se soient dressées pour la contre-attaque, c'est là une action tout à fait juste. Désireux d'édifier notre pays, nous avons besoin d'une conjoncture internationale de paix et nous ne voulons pas la guerre. Nous ne prétendons à aucun pouce de territoire vietnamien, et nous ne permettons absolument pas qu'on envahisse délibérément le territoire de notre pays. Ce que nous souhaitons, c'est une frontière de paix et de tranquillité. Après avoir contre-attaqué comme il se doit les agresseurs vietnamiens, les troupes de la défense-frontière chinoise s'en tiendront strictement à la défense de la frontière de la patrie. Nous sommes persuadés que la position de la Chine bénéficiera de la sympathie et du soutien de tous les pays et peuples épris de paix et de justice.

Dans la longue lutte révolutionnaire, les peuples chinois et vietnamien se sont accordés sympathie, aide et soutien, nouant ainsi entre eux une profonde amitié. Le fait que des conflits armés aussi graves se sont produits maintenant entre la Chine et le Vietnam est exclusivement dû aux autorités vietnamiennes qui sont allées à l'encontre de la volonté des peuples chinois et vietnamien. Le Gouvernement et le peuple chinois attachent un grand prix à l'amitié entre les peuples de Chine et du Vietnam et oeuvrent à la sauvegarder. Cela, ils l'ont fait dans le passé, ils le font aujourd'hui, et ils le feront à l'avenir.

Le Gouvernement chinois exige solennellement des autorités vietnamiennes la cessation immédiate de leur invasion armée et de toutes leurs activités de provocation et de sabotage dans les régions frontalières chinoises, le retrait de tout leur personnel armé des territoires chinois qu'elles ont illégalement occupés, ainsi que le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Chine. Le Gouvernement chinois est depuis toujours d'avis que les différends entre les deux pays doivent être réglés de façon équitale et raisonnable au moyen de négociations pacifiques. Etant donné le manque total de sincérité du côté vietnamien, aucune des négociations antérieures n'a pu aboutir. Maintenant, le Gouvernement chinois propose une nouvelle fois que les deux parties entament rapidement des négociations entre leurs représentants à un niveau approprié, dans tout lieu agréé par elles, en vue de discuter du rétablissement de la paix et de la tranquillité dans les régions frontalières des deux pays, et partant, de résoudre les litiges concernant les problèmes de la frontière et du territoire. Le Gouvernement chinois est prêt à entreprendre des négociations concrètes sur tout moyen constructif permettant d'assurer la paix et la tranquillité à la frontière sino-vietnamienne.

Au moment où les troupes de la défense-frontière chinoise se voient obligées de riposter à l'invasion armée vietnamienne, le Gouvernement chinois lance cet appel aux autorités vietnamiennes : Revenez de vos égarements, arrêtez-vous au bord du précipice et ne persistez plus dans la voie erronée.